

Le rôle des think tanks dans la politique américaine

Une introduction

Juin 2018

[Partie I et II.2] **Philippe Bannier**, doctorant en science politique à Sciences Po Grenoble et l'Université de Nice-Sophia Antipolis. Auteur de *L'Etat islamique et le bouleversement de l'ordre régional* (Editions du Cygne, Paris, 2015)

[Partie II.1] **Olivier Guy**, président de MétaMètis et co-fondateur de gullivern.org, la plateforme internationale des think tanks.

I. Définition de l'objet « think tank » et grandes vagues de création

Afin de bien comprendre l'objet « think tank », nous allons dans un premier temps revenir sur l'origine du mot. Ce dernier apparaît pour la première fois dans un article du *New York Times* en 1898 dans un reportage criminel, et désignait à cette époque, dans un sens comique, le cerveau ou la tête de quelqu'un. Dans ce cas, il s'agissait d'un vagabond manchot qui avait pénétré la riche propriété d'un couple, et lorsqu'il fut interpellé par la police, il s'écria « *M'sieur l'agent, ma boîte à idées est détraquée* », l'expression « boîte à idée » étant traduite ici par « think tank »¹.

Par la suite, le terme a évolué dans le sens que l'on connaît aujourd'hui : après la Seconde Guerre mondiale, et surtout à partir des années 1960, le mot think tank recouvre ces instituts de recherche privés qui travaillent pour le compte d'administrations américaines, avec la RAND Corporation comme le prototype de cette période. Il faut noter qu'à cette époque, le mot « tank » signifie aussi bien « réservoir » (de cerveaux) que le véhicule militaire. Pour notre intervention, nous avons retenu la définition suivante du mot « think tank » : « *les think tanks sont des organismes de recherche indépendants qui ont vocation à peser sur l'action publique en mobilisant des savoirs à des fins politiques* ».²

La littérature scientifique distingue classiquement et schématiquement quatre vagues successives de création des think tanks aux Etats-Unis³ :

- Début XXème siècle : Carnegie, Brookings, Council on Foreign Relations. La philosophie est de fournir de l'expertise et des ressources technocratiques au gouvernement, de sensibiliser et d'éduquer les Américains aux questions de politiques publiques.
- Accession des Etats-Unis à ses responsabilités mondiales après la Seconde Guerre mondiale : RAND Corporation, qui servait de bureau d'études pour problèmes technologiques, stratégiques et tactiques du Pentagone.

¹ MEDVETZ Thomas, « *Terra obscura. Vers une théorie des think tanks américains* », in BERARD Yann, CRESPIEN Renaud, *Aux frontières de l'expertise. Dialogues entre savoirs et pouvoirs*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010, p. 178.

² BROOKES Kevin, LE PENDEVEN Benjamin, *L'Etat innovant (1) : renforcer les think tanks* », Fondapol, avril 2014.

³ HASSNER Pierre, VAÏSSE Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Editions Autrement/CERI, Paris, 2003.

- Les advocacy tanks à partir des années 1970 : Heritage Foundation. But : nourrir un programme politique précis en recommandations opérationnelles.
- Prolifération des centres et croissante spécialisation après la guerre froide : Stimson Center (1989) centré sur les questions de sécurité.

II. Le rôle des think tanks à différentes échelles

1. Le rôle des think tanks dans la politique intérieure américaine: une brève histoire

a) Crise des années 30 : l'engagement du monde des affaires dans les politiques publiques

Le 12 septembre 1932 paraissait à la une du New York Times un article annonçant la création du "*Committee for the Consideration of Intergovernmental Debts*", un groupe de travail dirigé par Alfred Sloan Jr, alors président de General Motors. La plupart des membres de ce comité dirigeaient des entreprises industrielles renommées ou de grosses exploitations agricoles. Leur motivation : aborder avec le pragmatisme du monde des affaires la question des dettes et réparations de guerre ainsi que le protectionnisme qui empêchaient, selon eux, le pays de surmonter la grande crise et le business de prospérer.

Dans ce comité figuraient deux personnalités éminentes de l'univers des "think tanks" : Robert Brookings fondateur de l'institution du même nom, et Nicholas Butler, président de Carnegie Endowment for International Peace⁴. Butler s'était déjà largement prononcé pour l'abandon des réparations de guerre infligées à l'Allemagne ainsi que pour l'abolition des barrières protectionnistes, à rebours des options du Congrès et du président Hoover. La Brookings Institution publiait quant à elle, le jour même de l'annonce de la création du Comité, un ouvrage volumineux intitulé *War Debts and World Prosperity* signé de son directeur Harold Moulton et de son chef économiste Leo Pasvolsky⁵.

On trouvait là, déjà, une illustration de cette porosité typiquement américaine entre le secteur privé et la sphère politique, concrétisée depuis le début du siècle par ces instituts de recherche et de conseil en politiques publiques créés par des businessmen philanthropes, que l'on appellera plus tard "think tanks". L'un des successeurs de Sloan à la tête de General Motors, Charles Wilson, résumera plus tard cette caractéristique par le célèbre adage : « *What is good for America is good for General Motors and vice-versa* »⁶. Si les intérêts de la nation, des citoyens et des entreprises se confondent, pourquoi laisser la décision politique aux mains des seuls politiciens ?

⁴ La vocation de cet institut, créé en 1910 par Andrew Carnegie, industriel immensément riche, était d'œuvrer à l'abolition de la guerre par la mise en place d'un droit international

⁵ Moulton et Pasvolsky avaient précédemment contribué aux plans Dawes (1924) et Young (1929) qui avaient tenté de trouver une solution aux dettes de guerre de l'Allemagne.

⁶ Charles Wilson prononça cette phrase alors qu'il était auditionné par le Sénat dans le cadre de son éventuelle nomination comme Secrétaire d'Etat dans l'administration Eisenhower en 1953. Il entendait ainsi démontrer qu'il ne pouvait y avoir de conflit d'intérêt entre General Motors et les Etats-Unis.

b) La montée en puissance pendant et après la deuxième guerre mondiale

En ce début des années 30, quelques grands think tanks apparaissent donc comme une sorte de "bras armé" intellectuel de la société civile, ayant pour fonction de réfléchir aux questions politiques complexes, d'apporter leurs méthodes de travail scientifiques à un état jeune manquant de personnel compétent, et finalement d'influencer les politiques publiques.

Si certaines idées développées alors au sein de la Brookings purent trouver écho dans le gouvernement américain, il serait faux d'affirmer que leur influence fut prépondérante. Les experts de la Brookings étaient par exemple opposés au New Deal. Leo Pasvolky devint cependant le bras droit de Cordell Hull, Secrétaire d'Etat de Roosevelt entre 1933 et 1944 et on lui attribue un rôle prééminent dans la construction des organisations internationales mises en place après 1945. Dans son ouvrage *The Economic Mind in America: Essays in the History of American Economics*, Malcolm Rutherford remarque ainsi : "Si Pasvolky est l'un des pères des organisations internationales dans le monde de l'après-guerre, on peut dire que Brookings en fut l'incubateur"⁷.

Il est également fort probable que l'administration Truman fut influencée par les positions que Moulton et Pasvolky avaient développé – sans réussir à les imposer - dans les années 30 concernant le traitement des nations vaincues : après 1945, non seulement les Etats-Unis ne leur imposèrent pas de réparations, mais ils participèrent à la reconstruction du Japon et mirent en place le plan Marshall... non sans avoir demandé l'aide de Brookings pour sa conception⁸.

On ne peut passer sous silence l'influence d'une autre organisation pendant cette période : le *Council on Foreign Relations (CFR)*. Il fut créé au début des années 20, par la réunion du groupe d'universitaires américains⁹ ayant participé à la Conférence De Paris en 1919 à la demande du président Wilson et d'un club de banquiers et de juristes désireux d'influencer les relations internationales pour la bonne marche de leurs affaires. Pendant la seconde guerre mondiale, le CFR fut la cheville ouvrière du projet "War and Peace Studies", qui produisit près de 700 notes confidentielles sur la conduite de la guerre à destination du département d'état. Citons aussi la fondation Carnegie, dont l'un des chercheurs, Raphael Lemkin, inventa le terme "génocide" et posa les bases juridiques du procès de Nuremberg.

Dans les années 50 et 60, l'influence de ces grands think tanks "technocratiques" ne se dément pas et on assiste à l'éclosion d'autres importantes organisations dédiées aux affaires militaires et aux relations internationales: la RAND Corporation en 1948, MITRE en 1958, l'Hudson Institute en 1961, le Center for International and Strategic Studies (CSIS) en 1962...

Un éditorialiste du New York Times remarquera en 1963 : "On n'a jamais vu autant de chercheurs et de scientifiques s'impliquer dans le business du conseil au gouvernement"¹⁰. Lors du 50^{ème} anniversaire de la Brookings en 1966, le président Lyndon Johnson déclara même : "Vous êtes une institution nationale, si importante pour le gouvernement, mais aussi je pense

⁷ "If Pasvolsky was one of the parents of international organization in the postwar world, then Brookings had been the day-care center" Malcolm Rutherford in *The Economic Mind in America: Essays in the History of American Economics*, London and New York, Routledge, 1998, 333 p.

⁸ Brookings livra au Sénat américain un rapport intitulé *Administration of United States Aid for European Recovery Program* en janvier 1948.

⁹ Nommé "The Inquiry"

¹⁰ "Never before have so many scholars and scientists been in the business of giving the Government advice." Arthur Herzog, Report on a 'think factory', New York Times, 10 novembre 1963

*pour le Congrès et le pays, que si vous n'existiez pas, il nous faudrait demander à quelqu'un de vous inventer*¹¹.

c) Le sursaut conservateur

Dans le courant des années 1960, la prégnance de ces organisations d'experts dans la décision politique commence pourtant à susciter des oppositions dans une société qui se cherche de nouvelles valeurs. A gauche, les contestataires refusent la mainmise d'une caste d'experts sur le gouvernement, y voyant les germes d'un totalitarisme. Dans l'autre "camp", chez les conservateurs, on s'inquiète de la remise en cause du capitalisme et de la société de consommation. A tel point qu'en 1971, un avocat nommé Powell rédige, à la demande de la Chambre de Commerce Américaine, un memorandum qui va marquer les esprits avec une phrase choc : "*America is under Attack*". L'ennemi n'était ni communiste, ni anarchiste ni japonais : il venait de l'intérieur.

Les milieux conservateurs ne pouvaient alors que constater l'influence dominante des think tanks animés par une pensée "keynesienne" nuisible, selon eux, aux affaires. En effet, au début des années 70, le principal - et pratiquement unique - think tank opposé aux valeurs "progressistes" représentées par la Brookings était l'American Enterprise Institute (AEI), créé en 1938 pour défendre la libre entreprise face au dirigisme du gouvernement Roosevelt. Cependant, sa taille restait très modeste et il ne pouvait rivaliser avec Brookings. En outre, le président de l'AEI, souhaitant préserver ses maigres ressources, prenait soin de modérer ses prises de position par peur de perdre l'exemption fiscale "501(c)3" conditionnée par la non-ingérence en politique¹².

Le memorandum Powell, largement diffusé dans les milieux économiques, va déclencher une prise de conscience chez les conservateurs et dans le monde des affaires et leur faire comprendre la nécessité d'agir pour faire progresser leurs idées dans la société. Le financement de think tanks acquis à leur vision de la société représentera l'une des armes de cette "révolution conservatrice"¹³ dont l'apothéose sera l'élection de Ronald Reagan en 1981. Celui-ci fera des 1093 pages du "Mandate for Leadership" rédigé par la Heritage Foundation la bible de son gouvernement.

Heritage préfigure l'éclosion d'un nouveau type de think tanks, plus activistes, moins policés que leurs vénérables prédécesseurs... et plus ouvertement partisans. En inventant le "*policy brief*" et la "*airport rule*" ses fondateurs ont compris que pour être lus, et influencer l'opinion des membres du Congrès, il leur fallait produire des papiers concis, agréablement présentés et suffisamment court pour être parcourus dans le taxi entre le Capitole et l'aéroport : une révolution par rapport aux pavés indigestes généralement pondus par les experts de la Brookings.

¹¹ "*You are a national institution, so important to, at least, the Executive Branch and, I think, the Congress, and the country that if you did not exist we would have to ask someone to create you.*" Lyndon B. Johnson, *Remarks on the Occasion of the 50th Anniversary of the Brookings Institution*, 29 septembre 1966.
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=27896>

¹² Le statut d'exemption 501(c)3 stipule que l'organisation concernée ne doit pas intervenir dans les processus législatifs ou électoraux

¹³ La décennie 70 verra la création de grands think tanks conservateurs (comme Heritage Foundation, 1973) et libertariens (comme Cato Institute, 1977). Pendant cette période, l'AEI multipliera son budget par 10. NB : les libertariens défendent la libre entreprise et un état minimaliste, tout en étant plus tolérants que les conservateurs sur les questions sociétales.

d) L'âge d'or des années 2000

Le succès de la méthode Heritage provoqua un engouement pour cette nouvelle "industrie des idées" entraînant un doublement du nombre des think tanks aux Etats-Unis entre 1980 et 2010¹⁴. Certains prétendent œuvrer pour des idéaux humanistes et le progrès de la société, d'autres mettent en avant leur professionnalisme et la rationalité de leur approche, d'autres enfin ne font pas mystère de leur engagement pour faire prévaloir des options politiques. Ainsi, après la victoire de Ronald Reagan en 1981, chaque président américain s'assurera¹⁵, avant son élection et pendant son mandat, du concours d'un ou plusieurs think tanks pour alimenter son corpus idéologique et diffuser la bonne parole¹⁶. Parmi les plus influents on relève du côté conservateur l'American Enterprise Institute¹⁷, Heritage foundation et la Hoover Institution, et du côté démocrate, le Progressive Policy Institute et le Center for American Progress, artisan de la victoire de Barack Obama en 2008. Leur financement est assuré par des dons venant de fondations créées par de riches hommes d'affaires¹⁸. Par le biais du système dit de "revolving door", les think tanks jouent aussi le rôle de vivier de compétences pour les administrations nouvellement élues, et de point de chute tout trouvé pour les sortants.

Ainsi, forts d'une présence plus que centenaire, les think tanks se sont installés durablement dans le paysage de la vie politique états-unienne et en sont devenus une composante indispensable. Même si l'indépendance de certains d'entre eux a parfois été mise en cause dans quelques affaires troubles¹⁹, leur travail de production d'idées et d'analyses bénéficie en fin de compte au débat public et à la démocratie.

2. Le rôle des think tanks dans la définition de la politique étrangère américaine

Notre propos s'articule autour de quatre problématiques principales qui caractérisent le mieux l'activité des think tanks américains spécialisés dans la politique étrangère, ainsi que leur interaction avec le politique. On pense notamment aux institutions américaines au sein desquelles la politique étrangère est élaborée, comme la Maison Blanche, le Congrès qui regroupe le Sénat et la Chambre des représentants, et les Etats²⁰. Dès lors, comment caractériser les enjeux autour des rapports entre expertise et politique en matière de politique étrangère ?

¹⁴ D'après le rapport 2017 *Global Go To Think Tank Index Report*, James McGann, University of Pennsylvania, il y en aurait 1835 en 2017, dont environ 400 à Washington.

¹⁵ A l'exception de Donald Trump, bien que celui-ci ait, depuis son élection, souligné plusieurs fois les mérites d'Heritage

¹⁶ Dans le sens inverse, les think tanks les plus engagés cherchent à influencer les membres du congrès et de l'administration, par exemple en faisant circuler leurs "policy briefs" ou en organisant des débats et conférences.

¹⁷ Le rôle d'AEI sous Georges W. Bush a souvent été souligné, en particulier dans la gestion de la guerre en Irak. Selon le journaliste David Rose, AEI était la tête pensante de la campagne des néo-conservateurs poussant à un changement de régime en Irak. Voir "Why Was the Dalai Lama Hanging Out with the Right-Wing American Enterprise Institute?" Vanity Fair, 26 février 2014. Il est moins connu que des chercheurs de Brookings ont été aussi régulièrement consultés et que leurs vues rejoignaient souvent celles d'AEI.

¹⁸ Par exemple Georges Soros (libéral), les frères Koch (libertariens), Richard and Helen DeVos (conservateurs)

¹⁹ Le plus retentissant scandale de corruption impliquant un think tank a été l'affaire Abramoff en 2004-2005. La grande presse américaine, tout en ayant recours aux experts des think tanks dans ses colonnes, dénonce régulièrement certains manquements à l'indépendance de certains d'entre eux. Voir par exemple : "Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks", Eric Lipton, Brooke Williams and Nicholas Confessore, The New York Times, 26 septembre 2014. La sénatrice Elisabeth Warren met régulièrement en garde contre une trop grande influence de think tanks financés par des grandes entreprises, par exemple sur les questions climatiques, dans cette intervention de 2016: https://youtu.be/VdBpJw1_J3g

²⁰ DAVID Charles-Philippe (dir.), *La politique étrangère des Etats-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 3^{ème} édition, 643 p.

a) Une expertise au service d'une nation

Pour illustrer le mieux cette idée de l'expertise comme aide à la décision, nous allons nous appuyer sur la RAND Corporation, car ce think tank se distingue par la vigueur de ses liens anciens avec le Département de la Défense (Pentagone), par la quête d'objectivité de ses travaux, le recours à des données fiables et originales, et son impact passé sur la politique étrangère américaine, notamment en matière de dissuasion nucléaire.

Nous allons prendre le cas d'un rapport de la RAND publié en septembre 2017 et qui portait sur les villes sous l'Etat islamique, au cours de la période qui s'étend de janvier 2013 à mai 2016²¹. Les chercheurs de la RAND ont mobilisé des données liées aux observations des satellites américains (800, dont plus de la moitié sont commerciaux). Les satellites ont fourni des images de haute résolution, ont permis de capter la chaleur humaine, ce qui a permis de produire des connaissances précises sur le groupe djihadiste, par exemple la fréquentation du marché de Ramadi, le trafic sur les routes, l'approvisionnement en électricité, la population dans les villes et qui n'a pas réussi à fuir, etc. Sans s'appesantir sur les résultats du rapport, ce dernier montre comment l'utilisation d'outils statistiques et technologiques permet de disposer de connaissances utiles pour le contre-terrorisme et la politique étrangère : la réalisation d'un bombardement par un avion américain sur une ville tenue par l'Etat islamique peut alors être modifiée en fonction du risque de tuer des civils.

Ce rapport est représentatif de la production des think tanks, qualifiée de « policy-oriented » : elle doit servir aux décideurs, se mettre à leur place, et donc faire des propositions concrètes. L'accès à de telles données a été facilité par les officiels, qui n'ont pas nécessairement le temps de les traiter, et donc les délèguent à des instituts de recherche. Ainsi, les chercheurs contribuent à l'élaboration de la politique étrangère, et ici à une politique de stabilisation américaine en Irak dans les villes étudiées, afin d'éviter un retour de l'Etat islamique.

b) Stratégie d'implantation à l'étranger : outil de soft power

Depuis la fin de la guerre froide, les think tanks américains ont entamé une stratégie d'implantation à l'étranger, ouvrant des bureaux dans des pays et des villes clés :

- Carnegie : Moscou (1994), Beyrouth (2006), Bruxelles (2007), Pékin (2010), New Delhi (2016).
- Brookings : Pékin (2006), Doha (2008), New Delhi (2013).

On remarque que l'implantation de ces bureaux n'est pas anodine : le choix des pays est guidé par les intérêts des think tanks et de la politique étrangère. Ce sont d'abord les pays émergents qui font l'objet d'une installation (Chine, Inde).

On comprend là le double intérêt que l'ouverture de ces bureaux présente, en termes de soft power : pour les think tanks, ces bureaux offrent de nouveaux accès à des sources d'information, renforçant leur crédibilité et la qualité de leur production. Ces bureaux constituent aussi des débouchés en termes d'emploi pour les ressortissants du pays. Puis, pour le gouvernement américain, ces bureaux de think tanks constituent des intermédiaires, des sources d'information, mais aussi des instruments dans la guerre des idées. A travers cette

²¹ « When the Islamic State Comes to Town. The Economic Impact of Islamic State Governance in Iraq and Syria », *RAND Corporation*, septembre 2017.

« diplomatie intellectuelle », il s'agit de véhiculer les valeurs américaines de libéralisme, de démocratie, et d'économie de marché, et surtout d'exporter la vision américaine des conflits et des enjeux du monde.

c) Activité de médiation : diplomatie « Track II »

Le premier à avoir utilisé le mot « Track » pour qualifier la diplomatie officielle et la diplomatie alternative est un employé du département d'Etat américain, Joseph Montville, dans un article de *Foreign Policy* en 1981, co-écrit avec le psychiatre William D. Davidson²². Il s'agit de discussions qui impliquent des professionnels non-gouvernementaux. Le Track II est utilisé lorsque les canaux officiels sont bouchés dans un contexte de forte tension entre deux pays. Dès lors, l'objectif est de maintenir des liens et la communication, afin de trouver un terrain d'entente et de ne pas rompre le dialogue.

Cette nouvelle diplomatie a pris de l'importance depuis la fin de la guerre froide, avec la montée en puissance des sociétés civiles comme acteurs sur la scène internationale. Les think tanks se sont naturellement imposés comme des acteurs intermédiaires entre des Etats en conflit. On peut citer plusieurs exemples : dans les années 1980, Carnegie a organisé des réunions entre membres de la société sud-africaine pour préparer l'après-apartheid (religieux, opposants, intellectuels, fonctionnaires, etc.). A la fin des années 1990/début des années 2000, des réunions de ce type ont eu lieu entre l'Iran et les Etats-Unis, via la Fondation Rockefeller. Le conflit israélo-palestinien est peut-être celui qui a fait le plus l'objet de diplomatie « Track II » (MEI, think tank norvégien, Académie américaine des arts et des sciences, etc.). Et puis sur la Syrie, la Brookings Institution, via le directeur de son bureau à Doha (Salman Shaikh) et des chercheurs, a organisé la tenue de réunion d'opposants syriens entre 2013 et 2015.

Cependant, des questions ont été soulevées quant à l'efficacité de ce type de format de diplomatie. Dans un rapport publié en 2007²³, Dalia Dassa Kaye tire deux leçons des expériences de « Track II » au Moyen-Orient et en Asie du Sud : d'une part, on ne constate pas de changement radical, ni de résolution, de conflits qui durent depuis longtemps. D'autre part, on remarque que cette expérience joue un rôle important dans les perceptions, les attitudes et les connaissances des uns et des autres. Autrement dit, si influence il y a sur la politique, les effets se feront ressentir sur le long-terme.

d) L'instrumentalisation des think tanks : les cas du PNAC et de Brookings

Même si les think tanks jouissent d'un immense prestige aux Etats-Unis, il y a aussi un versant négatif, lié à deux facteurs : l'orientation idéologique et la source des financements. Sur ces derniers, les rapports d'activité annuels constituent de bonnes sources de renseignement pour comprendre comment les think tanks se financent. On s'aperçoit par exemple que des gouvernements étrangers financent ces think tanks. Par exemple, la Brookings Institution reçoit des financements de la part des Emirats arabes unis (plus de 2 millions de dollars), de la Norvège (entre 1 et 2 millions), ou encore du Qatar (entre 500 000 et 1 million), où elle a ouvert un bureau en 2008.

Le PNAC (*Project for a New American Century*) a été fondé en 1997 et son orientation politique et idéologique est néoconservatrice, c'est-à-dire en faveur d'un interventionnisme militaire des

²² DAVIDSON William, MONTVILLE Joseph, « Foreign Policy According to Freud », *Foreign Policy*, 1981.

²³ KAYE Dalia Dassa, « Talking to the Enemy : Track Two Diplomacy in the Middle-East and South Asia », *RAND Corporation*, 2007.

Etats-Unis dans les affaires du monde. Beaucoup de ses membres ont occupé des fonctions au sein de l'appareil d'Etat, en particulier à la Défense (Paul Wolfowitz, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, etc.) et ont été déçus que le président Bush père n'aille pas jusqu'à renverser le régime de Saddam Hussein, dans lequel beaucoup voyaient une menace pour les Etats-Unis et Israël. Lors de la victoire de Georges W. Bush, ils vont occuper des postes clés, notamment de proches conseillers. Selon eux, il faut démocratiser le Moyen-Orient en renversant militairement les dictatures arabes, afin de sécuriser les approvisionnements énergétiques, véhiculer les valeurs américaines, et protéger Israël. Ces « faucons » sont aujourd'hui considérés comme les principaux responsables de l'intervention américaine en Irak en 2003.

La Brookings Institution et son centre à Doha ont été particulièrement visés par une enquête du *New York Times* en septembre 2014²⁴. La Brookings a reçu du Qatar un don de 14,8 millions d'euros sur quatre ans, en échange de l'ouverture du bureau à Doha et de l'absence de critiques envers le gouvernement qatari. Des ex chercheurs du bureau de Doha témoignaient sur la partialité des notes produites à destination du législateur américain. Dans son traitement de l'Etat islamique, la Brookings Institution s'est démarquée par ses analyses très anti-syriennes, par l'intermédiaire notamment de chercheurs du centre de Doha, comme Charles Lister. Ce dernier a produit de nombreux rapports sur les rebelles syriens, sur les groupes djihadistes en Syrie, et a pu participer à des réunions d'opposants. On a donc observé une harmonie entre les positions défendues par le gouvernement qatari sur le dossier syrien, notamment entre 2011 et 2014, et celles de la Brookings Institution.

²⁴ CONFESSORE Nicholas, LIPTON Eric, WILLIAMS Brooke, « Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks », *The New York Times*, 6 septembre 2014.